

Communication en Question

www.comenquestion.com

no 20, Novembre / Décembre 2024

ISSN : 2306 - 5184

Montée de la menace djihadiste en Côte d'Ivoire : l'État entre communication, diplomatie coercitive et diplomatie de défense.

Rising jihadist threat in Côte d'Ivoire: the State between communication, coercive diplomacy and defense diplomacy.

29

DJADOU Ané Armel

Enseignant-Chercheur

Université Alassane Ouattara

Email : d.anearmel@yahoo.fr

AGOH Mognysson Sandrine

Enseignante-Chercheuse

Université Alassane Ouattara

Email : sandrine.agoh@yahoo.fr

Montée de la menace djihadiste en Côte d'Ivoire : l'État entre communication, diplomatie coercitive et diplomatie de défense.

Résumé

L'attentat de Grand-Bassam survenue le 13 mars 2016 et la montée fulgurante du djihadisme dans la sous-région ouest-africaine et au Sahel ont amené l'État de Côte d'Ivoire à renforcer davantage sa politique antiterroriste. Cette étude, inscrite dans le champ de la communication gouvernementale et diplomatique, se propose de montrer les forces et faiblesses des actions communicationnelles et manœuvres diplomatiques déployées par l'État ivoirien, pour lutter contre la montée du djihadisme. L'étude, strictement qualitative, s'appuie sur la théorie de la dissuasion formulée par Clark McAdams Clifford et celle de la confiance envers l'État issue de plusieurs études émanant de diverses approches. Au plan méthodologique, l'article s'appuie sur l'étude documentaire et les données sont analysées à la lumière de l'approche thématique et comparative. Les résultats de l'étude ont montré qu'au-delà de la communication, le renforcement de la coopération sécuritaire sous-régionale reste un moyen efficace de la lutte antiterroriste. En outre, l'instabilité sous-régionale actuelle oblige l'État de Côte d'Ivoire à repenser et réadapter sa stratégie et sa communication autour de la question du djihadisme.

Mots-clés: Communication gouvernementale ; Diplomatie coercitive ; Diplomatie de défense ; Djihadisme, Côte d'Ivoire.

Abstract

The Grand-Bassam attack on March 13, 2016 and the meteoric rise of jihadism in the West African sub-region and the Sahel have led the state of Côte d'Ivoire to further strengthen its counter-terrorism policy. This study, part of the field of governmental and diplomatic communication, sets out to show the strengths and weaknesses of the Ivorian state's communicative actions and diplomatic maneuvers to combat the rise of jihadism. The study, which is strictly qualitative, draws on Clark McAdams Clifford's theory of deterrence and on the theory of trust in the state, which has been the subject of several studies based on a variety of approaches. Methodologically, the article is based on a documentary study, and the data are analysed in the light of a thematic and comparative approach. The results of the study show that, beyond communication, strengthening sub-regional security cooperation remains an effective means of combating terrorism. In addition, current sub-regional instability is forcing the Côte d'Ivoire government to rethink and readapt its strategy and communication around the issue of jihadism.

Keywords: Government communication; Coercive diplomacy; Defense diplomacy; Jihadism, Ivory Coast.

1.- Contexte et justification

La question sécuritaire et celle de la défense et souveraineté des États ont été toujours placées au rang des priorités dans les politiques gouvernementales en Côte d'Ivoire, eu égard à l'instabilité sous-régionale et à la menace terroriste réelle et grandissante. Depuis l'attaque terroriste de Gand-Bassam en 2016 par le groupe Al-Qaeda au Maghreb islamique (AQMI), qui fit environ 19 morts et une trentaine de blessés et la « macabre série des attaques djihadistes¹ » (Ciyow, 2016) enregistrées dans le nord du pays, l'État ivoirien multiplie les actions tant au plan communicationnel, diplomatique que militaire pour rassurer les populations et apporter une contre-offensive appropriée, susceptible de garantir la sécurité sous-régionale et l'intégrité territoriale du pays. Comme le souligne Assanvo (2021, p.3) :

« Les autorités ivoiriennes ont pris conscience de la menace terroriste et plusieurs mesures ont été adoptées au cours des six dernières années, notamment sur le plan sécuritaire... La lutte contre le terrorisme transfrontalier a été définie comme une des priorités du gouvernement ».

Outre ces mesures sécuritaires au niveau national, l'État ivoirien renforce sa coopération militaire et sa collaboration avec les pays de la sous-région ouest africaine. Cette coopération sous-régionale, entrant dans le cadre de la diplomatie de défense et de la diplomatie coercitive, se traduit par des rencontres d'échanges et de formation entre les différents chefs d'État-major, des

¹-Le djihadisme ou jihadisme est une idéologie politique et religieuse islamiste ou courant de pensée extrémiste islamiste prônant l'usage de la violence (actions terroristes, guerres...) comme moyen d'instauration d'un État islamique.

Montée de la menace djihadiste en Côte d'Ivoire : l'État entre communication, diplomatie coercitive et diplomatie de défense.

déploiements significatifs des troupes aux différentes frontières d'un commun accord, et des contacts fréquents entre les ministres en charge de la défense et les Chefs d'État.

Dans cette même dynamique de lutte antiterroriste, l'État ivoirien renforce sa coopération avec les Nations Unies, l'Union européenne et certains États tels que la France et les États-Unis. Cette collaboration aboutie à la création de l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme (l'AILCT) en 2021 et du Centre de renseignement opérationnel antiterroriste (CROAT). Fruit des relations diplomatiques franco-ivoiriennes, ces outils constituent une base solide de la lutte anti-terroriste dans la sous-région et au Sahel voisin. Elle marque un tournant décisif dans le combat mené contre le djihadisme par l'État ivoirien.

32

À l'aune de toutes ces actions significatives de l'État ivoirien, l'on est tenté de se demander quels sont les enjeux de la communication gouvernementale, de la diplomatie de défense et de la diplomatie coercitive dans la lutte antiterroriste ? Cette question générale nous permet de dégager les questions secondaires suivantes :

- La stratégie de lutte antiterroriste conjointe inscrite dans le cadre régional ou sous-régional s'avère-t-elle efficace ?
- Comment adapter cette stratégie de lutte antiterroriste de l'État ivoirien au contexte d'instabilité politique sous-régionale ?

Pour mener à bien cette étude, nous l'avons structurée essentiellement en cinq points : La présentation du

contexte et la justification du problème en guise d'introduction, le cadre de référence théorique, la méthodologie, les résultats et la discussion, et enfin la conclusion.

2.- La théorie de la dissuasion et la théorie de la confiance

2.1.- La théorie de la dissuasion

Selon Cartigny (1986, p.77), « *La doctrine de dissuasion constitue la pierre de touche de la politique occidentale de sécurité depuis la fin de la seconde guerre mondiale* ». Bien qu'issue des théories sur la guerre froide et de l'équilibre de la terreur ou dissuasion nucléaire de Khan (1960), la « dissuasion » en tant que concept a été formulée pour la première fois par Clark McAdams Clifford « *dans un rapport sur les relations URSS-USA remis le 24 septembre 1946 au Président Truman* » (Cartigny, 1986). La dissuasion englobe un ensemble d'actions au niveau communicationnel (forte médiatisation de son armement—armes existants et armes acquises—, des exercices militaires...), politico-diplomatique (restrictions, sanctions...) et militaire (démonstration de force sur le terrain...) visant à contraindre un adversaire potentiel à la retenue, afin de lui Cette approche permet de mieux comprendre les enjeux de la communication menée par l'État ivoirien autour de la question du terrorisme et le choix des moyens coercitifs utilisés, en vue de montrer la capacité de réaction de la Côte d'Ivoire et dissuader ainsi les djihadistes.

2.2.- La théorie de la confiance envers l'État

La confiance envers l'État a fait l'objet de plusieurs études émanant de diverses approches (Nye, Zelikow et

Montée de la menace djihadiste en Côte d'Ivoire : l'État entre communication, diplomatie coercitive et diplomatie de défense.

King, 1997 cités par Grimmelikhuijsen et Knies 2017; Dalton, 2004 cité par Mebs Kanji et Kerry Tannahill 2018). Cette théorie comme une forme particulière de confiance relationnelle orientée envers les gouvernements et les institutions (Djadou, 2021). Cette confiance envers l'État est aussi marquée par la variabilité, puisqu'elle n'est pas « fixe dans le temps » mais dépend du caractère répétitif des bonnes actions posées par le gouvernement (Hardin 2002, cité par De Vries, 2005 ; Van der Meer et Dekker, 2011).

Aussi, la relation de confiance entre l'État et les citoyens naît, évolue et se consolide à travers le degré de coopération entre ces deux entités. Cela implique nécessairement l'instauration d'une bonne interaction entre l'État et les citoyens. Cette communication entre l'État et les citoyens selon Savoie (2014) facilite la prise de décision et a pour avantage de crédibiliser les décisions gouvernementales. Cette théorie aborde les multiples actions communicationnelles et diplomatiques visant également à établir et maintenir la confiance des citoyens envers l'État. Elle s'interroge sur les actions menées par l'État pour rassurer les citoyens et construire la confiance face à la menace terroriste.

3.- Matériels et méthodes de recherche

La technique de recherche mobilisée dans le présent article est l'étude documentaire. Cette technique a permis de voir la pertinence de la stratégie de lutte antiterroriste conjointe utilisée par la Côte d'Ivoire pour contrer l'avancée djihadiste et rassurer les citoyens, ainsi que son mode d'adapter au contexte sous-régional marqué par une instabilité politique récurrente.

3.1.- Le corpus de l'étude

Le corpus est composé par une série de 5 (cinq) communiqués de la presse internationale, régionale et nationale publiés sur Internet. Ces communiqués sont relatifs aux rencontres bilatérales et multilatérales de la diplomatie ivoirienne dans la lutte antiterroriste en Côte d'Ivoire de 2017 à 2022 (coopération militaire avec la France, les États-Unis d'Amérique et la CEDEAO). Les supports concernés sont *France24.fr*, *Rfi.fr*, *Anadolu Ajansi*, *Apanews.net* et *Fratmat.info*. Le choix de ces organes de presse se justifie par leur crédibilité et fiabilité. *Fraternité Matin*, unique organe de la presse nationale choisi, reste quant à lui le journal étatique par excellence. En ce qui concerne la période définie (2017 à 2022) elle est motivée par le fait qu'elle reste une période charnière dans la lutte antiterroriste en Côte d'Ivoire, après l'attentat de Grand-Bassam survenu en mars 2016. Cette période d'après-attentat a été marquée par une plus grande médiatisation sur la question du terrorisme en Côte d'Ivoire et par une manœuvre diplomatique plus accrue, en matière de défense et de coercition de l'État ivoirien.

Tableau 1. Caractéristiques du corpus

N°	Publication et date	Titre	Lien
1	<i>France24.fr</i> du 12 juin 2017	Rencontre Macron-Ouattara : la France et la Côte d'Ivoire vont renforcer leur coopération militaire	https://www.france24.com/fr/20170612-rencontre-macron-ouattara-france-cote-divoire-renforcer-cooperation-militaire
2		Côte d'Ivoire : ouverture du colloque de	https://fr.apanews.net/cote-divoire/cote-divoire-ouverture-du-

**Montée de la menace djihadiste en Côte d'Ivoire : l'État
entre communication, diplomatie coercitive et diplomatie de
défense.**

	<i>Apanews.net</i> du 22 avril 2021	l'académie contre le terrorisme	<u>1er-colloque-de-lacademie-internationale-contre-le-terrorisme/</u>
3	<i>Rfi.fr</i> du 18 novembre 2021	CEDEAO : à Abidjan, les chefs d'état- major prônent l'unité pour la lutte antiterroriste	<u>https://www.rfi.fr/fr/afrique/20211118-c%C3%A9d%C3%A9o-%C3%A0-abidjan-les-chefs-d-%C3%A9tat-major-pr%C3%B4nent-l-unit%C3%A9-pour-la-lutte-antiterroriste</u>
4	<i>Fratmat.info</i> du 29 septembre 2022	Sécurité, lutte contre le terrorisme... : Kandia Camara échange avec un émissaire de Jo Biden	<u>https://www.fratmat.info/article/224003/politique/ministregraveres-des-affaires-etrangegraveres/securite-lutte-contre-le-terrorisme-kandia-camara-echange-avec-un-emissaire-de-jo-biden</u>
5	<i>Anadolu Ajansi</i> du 7 février 2022	Lutte contre le terrorisme : "L'armée française appuie et cherche à donner toute son autonomie à l'armée ivoirienne"	<u>https://www.aa.com.tr/fr/afrique/lutte-contre-le-terrorisme-l-arm%C3%A9e-fran%C3%A7aise-appuie-et-cherche-%C3%A0-donner-toute-son-autonomie-%C3%A0-l-arm%C3%A9e-ivoirienne/2496309</u>

36

Source : Données tirées de l'étude, Djadou et Agoh, 202

3.2.- La grille de lecture du corpus

La grille de lecture s'appuie sur deux approches d'analyse : l'analyse thématique et comparative. S'agissant de l'analyse thématique, elle consiste à faire ressortir les éléments liés aux différents thèmes abordés dans le corpus.

4.- Résultats et discussions

4.1.- De l'efficacité des actions de lutte contre l'avancée djihadiste

Au niveau bilatéral, la politique antiterroriste de l'État ivoirien est marquée d'une part par le renforcement de la coopération militaire avec la France et les États-Unis. La France partenaire naturel de la Côte d'Ivoire participe activement au renforcement des capacités de l'armée ivoirienne et des forces sous-régionales via des formations à l'Académie Internationale de lutte anti-terroriste et par le biais de formations stratégiques sur le terrain. De plus, ce pays apporte un appui financier et logistique à la Côte d'Ivoire et participe aux côtés de l'armée ivoirienne à des opérations à visée dissuasives dans certaines zones frontalières.

Quant aux États-Unis, ils apportent leur expertise à la Côte d'Ivoire en matière de renseignement mais également de formation (exercices militaires), à travers une initiative dénommée « Flintlock », pilotée par le commandement des opérations spéciales pour l'Afrique.

Sur le plan multilatéral, on assiste à une synergie des forces armées des États de la sous-région ouest africaine sous l'impulsion de la CEDEAO. Cette coopération sous-régionale en matière de défense permet à la Côte d'Ivoire d'entreprendre des actions communes avec les autres États ouest-africains dans le cadre de la lutte anti-terroriste. Cette initiative sous-régionale est assimilable à la coordination des moyens d'action des États membres de l'Union européenne, face à l'ampleur de la menace terroriste.

Lesur (2024, p.2) écrit à ce sujet que :

« Après le détournement d'un vol Air France en 1994 et plusieurs attaques terroristes sur le sol français en

Montée de la menace djihadiste en Côte d'Ivoire : l'État entre communication, diplomatie coercitive et diplomatie de défense.

1995 et 1996, la coopération en matière de sécurité intérieure s'intensifie. Opérationnel depuis 2001, le système d'information Schengen (**SIC**) permet aux autorités compétentes (policiers, gendarmes, douaniers, autorités judiciaires) de disposer en temps réel de données partagées par l'un des États membres grâce à une procédure d'interrogation automatisée »

La méthode de lutte antiterroriste commune appliquée au niveau européen et africain montre que l'approche de lutte antiterroriste régionale et sous-régionale dans laquelle s'inscrit l'État ivoirien est pertinente. Surtout que le contexte sécuritaire ouest-africain délétère (coup d'États fréquents, installation de régimes militaires au pouvoir, circulation d'armes légères...) impose un renforcement de la lutte sous-régionale commune. La lutte antiterroriste, comme le souligne le Conseil de sécurité de l'ONU, lors de sa session du 28 mars 2023, doit être appréhendée comme « *un défi commun devant donner la priorité aux initiatives régionales et sous-régionales* »

4.2.- De la pertinence de l'adaptation de la lutte antiterroriste

L'environnement sous-régional instable, marqué par la récurrence des coups d'États et l'installation de pouvoirs militaires au Mali, au Burkina-Faso, au Niger et en Guinée montrent l'urgence de la définition de stratégies antiterroristes adaptées. De fait, ces différents coups de force et bouleversements politiques dans ces pays condamnés par Abidjan, ont non seulement mis à mal la stabilité dans la région mais ont aussi créé de fréquentes tensions diplomatiques entre la Côte d'Ivoire et ces États, freinant ainsi la dynamique des actions militaires

conjointes engagées dans la lutte antiterroriste au niveau sous-régional. La méfiance et la suspicion grandissante entre la Côte d'Ivoire et ces États ne favorisent pas une bonne collaboration entre les différents états-majors et constituent une faiblesse dans la lutte antiterroriste sous-régionale entreprise par le pays.

En plus, la signature de la Charte du Liptako-Gourma, le 16 septembre 2023 par le Mali, le Burkina Faso et le Niger, marquant la création de l'Alliance des États du Sahel (AES), ainsi que leur retrait officiel de la CEDEAO le 29 janvier 2025 représentent pour la sous-région, comme le souligne Bogmis (2023) : « *Un nouveau chapitre dans la lutte contre le terrorisme...Une décision qui risque d'entraîner de profondes conséquences géopolitiques, économiques et sociales* ».

Pour Balima (2024, p.1), le retrait de ces États, signe d'une solidarité préventive face aux menaces économiques et menaces d'intervention militaire de la CEDEAO, entrevoit une reconfiguration de la carte régionale et pourrait : « *avoir des incidences sur le secteur de la sécurité, notamment en matière d'échange de renseignement et de participation aux initiatives de lutte contre le terrorisme, en l'occurrence l'initiative d'Accra et les activités de la force multinationale mixte...* ». Il va sans dire que l'adaptation de la stratégie de lutte antiterroriste ivoirienne, à cette nouvelle réalité sous-régionale s'impose à l'État de Côte d'Ivoire.

5.- L'État dans la dynamique de la dissuasion stratégique par la communication et la diplomatie coercitive

La communication est un élément primordial en matière de dissuasion stratégique, s'insérant dans un

Montée de la menace djihadiste en Côte d'Ivoire : l'État entre communication, diplomatie coercitive et diplomatie de défense.

ensemble politique, diplomatique et militaire qui contribuent à crédibiliser la dissuasion.

Ainsi, en vue d'affermir son autorité, montrer sa capacité de réaction, dissuader les terroristes et inspirer davantage confiance aux citoyens, l'État ivoirien permet la médiatisation (via les médias publics nationaux et internationaux et autres moyens communicationnels de masse) de l'acquisition de certains matériels militaires, des dispositifs de renseignement et autres dispositifs antiterroristes obtenus sur la base de sa coopération militaire avec des États fortement engagés dans la lutte antiterroristes, tels que la France, les États-Unis et Israël. Cette communication médiatisée autour des moyens et dispositifs sécuritaires antiterroristes, constitue une sorte de contre-offensive communicationnelle, face aux nombreuses propagandes faites par les mouvements djihadistes via les médias numériques ou autres médias acquis à leur cause, en vue de créer la psychose et brandir la menace des attaques. Les communiqués du ministère de la défense, les déclarations conjointes des chefs d'État-major des États de la sous-région relatifs à la prise de mesures sécuritaires rigoureuses, diffusés à travers les médias classiques et le Bureau d'information et de presse des armées (BIPA), ainsi que les reportages à la télévision publique (Radiodiffusion et télévision ivoirienne-RTI) sur l'acquisition de nouveaux matériels militaires terrestres, aériens et maritimes, constituent un signal fort envoyé aux organisations terroristes menaçant la sous-région ouest africaine.

Au-delà de son caractère dissuasif, la médiatisation de cette artillerie militaire par l'État ivoirien, ainsi que de cette mobilisation sous-régionale dans cette lutte

antiterroriste, poursuit également un but coercitif. Selon David (2013, p. 209) :

« Les stratégies coercitives visent à contraindre un État ou un acteur infra-étatique à modifier son comportement, sans qu'il soit nécessaire systématiquement de lui déclarer la guerre ou de recourir, en dernière instance, à l'usage de la force armée ».

À l'instar de cet auteur, Schmitt (2015, p.44) estime que la coercition, l'un des moyens d'action stratégiques utilisés de façon courante dans le système international peut se comprendre comme étant :

« L'utilisation de menaces afin d'influencer le comportement d'un autre acteur. Ces menaces peuvent être de trois ordres (économiques, militaire et diplomatique) et utilisées simultanément, la logique de base de la coercition étant d'imposer à la cible un coût supérieur au bénéfice qu'elle tire de ses actions (...) »

L'État ivoirien, en multipliant et médiatisant les rencontres diplomatiques au niveau bilatéral et multilatéral autour de la question du terrorisme, cherche à exercer une certaine pression sur les djihadistes en vue de les amener à la retenue et au renoncement de leurs actions terroristes. Cette mobilisation voire coalition ouest africaine contre le terrorisme, constitue en effet un avertissement avant une éventuelle riposte appropriée en cas d'attaque terroriste. Outre cette pression médiatique faite à des fins stratégiques, des actions concrètes sont fréquemment menées sur le terrain par l'armée ivoirienne. L'État de Côte d'Ivoire créé en 2021 le Centre de renseignement opérationnel *antiterroriste* (CROAT), chargé du recueil et de l'analyse des renseignements, au renforcement des

Montée de la menace djihadiste en Côte d'Ivoire : l'État entre communication, diplomatie coercitive et diplomatie de défense.

effectifs militaires (10.000 soldats supplémentaires), à l'équipement des forces de défense et de sécurité (achat d'armes de pointe, de nouveaux avions de surveillance des frontières, des drones C4, d'hélicoptères israéliens de type MD-500 et Agusta, de véhicules de patrouilles, d'un patrouilleur naval de type OPV 45 [Offshore Patrol Vessel], etc.), au « *renforcement et déploiement des patrouilles pour sécuriser les points stratégiques près de la frontière avec le Burkina-Faso* » et au positionnement d'artilleries lourdes aux frontières nord du pays.

6.- La diplomatie de défense ivoirienne : entre accords et coopération sécuritaire bilatérales et multilatérales

De Fabiani (2003), chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), diplomate français, expert des questions de défense et de sécurité et auteur de publications sur la défense européenne, le désarmement, la diplomatie de défense écrit que :

« La « diplomatie de défense » composante essentielle de la diplomatie préventive constitue depuis quelques années un outil privilégié par lequel défense et diplomatie se conjuguent afin de contribuer à la prévention des conflits ou à la gestion des crises ».

De Fabiani (2002, p.614).

Rappelant quelques actions posées par l'État ivoirien dans cette dynamique diplomatique, Chicoine (2021, p.1) écrit que :

« Depuis quelques années, avec la montée des attaques sur son territoire, le gouvernement ivoirien adopte plusieurs mesures pour essayer de combattre le phénomène. En 2017, les gouvernements de la

Côte d'Ivoire, du Bénin, du Burkina Faso, du Ghana et du Togo ont mis sur pied l'Initiative d'Accra, un accord de coopération militaire et de partage de renseignement. Cette initiative a pour but de sécuriser les frontières des membres et de limiter les crimes transfrontaliers ... De plus, l'État ivoirien a pu recevoir l'aide du Pôle antiterroriste régional (Interpol) pour l'Afrique de l'Ouest ».

Ainsi, dans le but de prévenir d'éventuelles attaques djihadistes et garantir une véritable stabilité sécuritaire nationale et sous-régionale, l'État de Côte d'Ivoire lance une offensive diplomatique dans le domaine de la défense. Le renforcement de cette diplomatie de défense se matérialise, comme mentionné plus haut, par plusieurs actions significatives, inscrites dans le cadre de la coopération bilatérale et multilatérale : signature de protocoles d'accord, négociation avec les Nations unies pour l'organisation d'exercices conjoints de simulation d'attaques terroristes, missions de formation des soldats ivoiriens en matière de lutte *anti-terroriste*, obtention de matériels de renseignements et de surveillance, etc. L'acte majeur qui marque cette offensive diplomatique en matière de défense, de l'État ivoirien dans son combat contre le terrorisme, est la création en 2021 en Côte d'Ivoire plus précisément à Jacqueville, de l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT), un Institut de recherche stratégique, fruit de la coopération franco-ivoirienne.

**Montée de la menace djihadiste en Côte d'Ivoire : l'État
entre communication, diplomatie coercitive et diplomatie de
défense.**

Tableau 2 : Accords de coopération et actions entrant dans le cadre de la diplomatie de défense de l'État ivoirien dans sa lutte antiterroriste

Accords/ Actions de diplomatie de défense	Acteurs bilatéraux/ multilatéraux	Objectifs de l'accord/ l'action diplomatique	Année
Tenue en Côte d'Ivoire de la réunion Ministérielle sur la Paix et la Sécurité dans l'espace UEMOA	Côte d'Ivoire/ UEMOA	Adopter des mesures plus ambitieuses en matière de sécurité, dynamiser et moderniser la politique commune de paix et de sécurité et renforcer la coordination entre les États membres	2016
Coopération franco-ivoirienne dans le cadre de la création de l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT à Jacquville (en Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire / France	Former les cadres et les unités d'intervention d'élite dont le continent africain a besoin pour lutter contre l'extrémisme violent	2018
Contribution de la Côte d'Ivoire à l'élaboration du plan d'action prioritaire antiterroriste adopté par la CEDEAO	Côte d'Ivoire / CEDEAO	Éradiquer le terrorisme en Afrique de l'Ouest par l'adoption d'une stratégie antiterroriste régionale : mise en commun des efforts et la coordination des initiatives de lutte contre le terrorisme, promotion du	2019

		dialogue intercommunautaire, prévention de l'extrémisme violent	
Signature d'un protocole d'accord entre la Côte d'Ivoire et l'ONU en matière de lutte contre le terrorisme	Côte d'Ivoire / ONU	Renforcer la coopération entre la Côte d'Ivoire et l'ONU en matière de lutte contre le terrorisme par l'organisation d'activités et d'actions conjointes, un soutien technique de l'ONU en ce qui concerne la mise en place du logiciel « GO Travel »	2021
Signature par la Côte d'Ivoire de « L'initiative d'Accra » sur la sécurité, marqué plus tard par un accord pour une opération militaire conjointe appelée « Goundalgou-4 » entre, la Côte d'Ivoire, le Burkina- Faso, le Ghana et le Togo	Côte d'Ivoire /Burkina-Faso, Ghana, Togo	-Renforcer la coopération dans la lutte antiterroriste des pays du Golfe de Guinée, par le partage de renseignements, la formation des personnels ainsi que la mise sur pied d'opérations militaires conjointes transfrontalières. -Empêcher le terrorisme de se propager depuis le Sahel et le Nigeria vers les États côtiers d'Afrique de l'Ouest et apporter une riposte contre le crime organisé dans les régions frontalières.	2022

**Montée de la menace djihadiste en Côte d'Ivoire : l'État
entre communication, diplomatie coercitive et diplomatie de
défense.**

Participation de la Côte d'Ivoire à la plus grande manœuvre militaire des forces d'opérations spéciales américaines en Afrique : l'exercice annuel d'entraînement militaire conjoint connu sous le nom de « Flintlock »	Côte d'Ivoire / États-Unis	Aider les armées ouest africaines à contenir la menace djihadiste, par l'accroissement de la sûreté et la sécurité, la promotion de l'échange multilatéral des informations et le développement de l'interopérabilité entre les nations participantes	2022
---	----------------------------	---	------

Source : Données de l'étude, Djadou et Agoh, 2023

7.- Dispositif militaire et dynamique sociale de l'État dans le Nord : des déterminants de la confiance des citoyens ?

46

Dans un rapport de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) produit en 2024, suite à une enquête relative au niveau de confiance des citoyens envers leurs gouvernements il ressort que :

« La persistance d'un climat de faible confiance nuit non seulement à la cohésion sociale et à la participation politique, mais limite également la capacité des gouvernements à fonctionner efficacement et à répondre aux défis complexes qui se posent au niveau national et mondial...Face aux grands défis...les gouvernements doivent redoubler d'efforts pour renforcer la confiance... »

OCDE (2024, p.1).

Conscient des nombreux enjeux liés à la confiance des citoyens envers l'État, la Côte d'Ivoire a entrepris des actions d'envergure dans sa lutte antiterroriste, au nord du pays, zone la plus vulnérable, en vue de rassurer les

populations et crédibiliser sa politique sécuritaire. Ainsi, en 2021, dans l'optique de freiner efficacement l'avancée des djihadistes, le gouvernement ivoirien crée une zone opérationnelle au nord du pays en déployant l'armée (les forces spéciales) aux côtés des forces de sécurité intérieure. Revenant sur cette stratégie sécuritaire antiterroriste mise en place par la Côte d'Ivoire, Polichinelle (2023) rapporte les propos de l'ex-Premier ministre ivoirien Patrick Achi : « *Les Ivoiriens peuvent être rassurés, les forces ont été accrues sur cette zone nord et tous les moyens de l'État sont mis à disposition pour sécuriser cette frontière nord* » Polichinelle (2023, p.1).

Cette stratégie sécuritaire est d'ailleurs appréciée à sa juste valeur par les citoyens de manière générale et plus singulièrement par les populations locales nordistes qui expriment leur enthousiasme :

« On est contents de voir les forces spéciales parmi nous, on sait qu'on est en sécurité »
(Zié Coulibaly, un chauffeur de la zone)

« On est rassurés que les militaires soient-là, si on peut en envoyer encore plus, on sera contents »
(Koné Zoumana, président d'une coopérative locale)

(Polichinelle, 2023, p.1)

Outre le renforcement de son dispositif militaire, l'État ivoirien, avec le soutien financier des partenaires internationaux, s'inscrit également dans une dynamique sociale, à travers l'initiation d'un plan d'aide d'envergure en faveur des jeunes des régions frontalières du Mali et du Burkina-Faso où les djihadistes tentent de recruter.

En effet, dans cette même zone du pays la plus exposée aux attaques terroristes, les populations, surtout les jeunes, sont les cibles privilégiées des djihadistes qui leur proposent souvent de fortes sommes d'argent en vue de les recruter. C'est à juste titre que Amou (2021, p.168) écrit que :

Montée de la menace djihadiste en Côte d'Ivoire : l'État entre communication, diplomatie coercitive et diplomatie de défense.

« Plus l'ensemble des opportunités économiques offertes aux individus est important, plus la probabilité ou la volonté de les voir impliqués dans une activité terroriste est faible. En termes plus simples, plus le niveau de bien-être est élevé, plus la probabilité d'une activité terroriste dans certains territoires est faible ».

De même, selon Gbadamassi (2022, p.1) : « *Le chômage des jeunes nourrit la criminalité et le terrorisme dans plusieurs pays africains* ».

Ainsi, il apparaît de toute évidence qu'une approche sécuritaire dans ces zones, exclusivement axée sur le déploiement militaire, n'est pas suffisante pour contrer l'avancée djihadiste. L'État ivoirien a donc eu le nez creux en apportant une réponse sociale à ces populations, qui souvent en situation de précarité, sont séduites par des propositions pécuniaires de groupes terroristes en quête de membres.

48

La mise en place d'un programme d'appui à l'insertion professionnelle des jeunes dans certaines localités du Nord de la Côte d'Ivoire en 2021 en est la parfaite illustration. Ce programme dénommé « *Programme spécial en faveur des jeunes du nord* », qui couvre six régions notamment la Bagoué, le Bounkani, le Folon, le Kabadougou, le Poro et le Tchologo, vise selon le gouvernement ivoirien à :

« Renforcer la résilience économique et sociale des populations du nord confrontées aux risques d'attaques terroristes...Offrir des opportunités, prévenir les frustrations en dégageant l'horizon et en consolidant les aspirations des jeunes à une vie meilleure...Rendre les jeunes du Nord insensibles aux discours de haine et de violences et sourds aux sirènes djihadistes...»

(Gouvernement de Côte d'Ivoire, 2023, p.1)

8.- La stabilité frontalière de la Côte d'Ivoire à l'épreuve de l'instabilité sous régionale récurrente

Selon la Fondation Friedrich-Naumann pour la Liberté (2022, p.1) :

« L'Afrique de l'Ouest connaît ces dernières années une recrudescence des coups d'État constitutionnels, militaires et une exacerbation de la conflictualité, dans un contexte de montée en puissance des activités terroristes dans la sous-région... Avec l'instabilité politique et institutionnelle, la propagation de fake news, le terrorisme et l'extrémisme violent, les pays de la sous-région sont, plus que jamais, exposés à l'insécurité ».

En effet, l'instabilité sous-régionale récurrente marquée par les coups d'État au Niger, en Guinée, au Mali et au Burkina-Faso, met à mal la sécurité transfrontalière et les efforts de l'État ivoirien dans sa lutte anti-terroriste. Cette escalade de la violence et instabilité en Afrique de l'ouest, dues aux coups d'État récurrents, à la prise du pouvoir par les forces armées, à la prolifération et la circulation des armes légères et de petits calibres (ALPC) et au retard dans le retour à l'ordre constitutionnel, fragilise davantage la sécurité sous régionale. Aussi, la rupture de la coopération militaire avec certains pays occidentaux réduit les opérations militaires dans plusieurs zones jugées à risque et le départ de partenaires militaires stratégiques. Le départ ou la réduction des manœuvres de ces forces de dissuasion dans ces zones ouest africaines, constituent une force psychologique pour les terroristes et contribuent à fragiliser la sécurité au plan local mais également au-delà des frontières.

Les propos de Kouwonou (2024) trouvent ainsi leur justification lorsqu'il écrit que :

Montée de la menace djihadiste en Côte d'Ivoire : l'État entre communication, diplomatie coercitive et diplomatie de défense.

« L'absence d'institutions stables et de gouvernance au sein des États fragiles favorise l'accès des groupes armés à un espace sûr où ils peuvent exploiter les failles du dispositif mondial de lutte contre le financement du terrorisme, la légèreté des contrôles au niveau des frontières et l'élargissement des activités criminelles pour obtenir les ressources qu'ils demandent (...) »

Kouwonou (2024, p.8).

Cette instabilité politique sous-régionale récurrente qui met à mal la sécurité frontalière de la Côte d'Ivoire, a amené CEDEAO (2023, p.1) à estimer que : « *Le retour à l'ordre constitutionnel est urgent dans les pays de la région dirigés par un régime militaire [car]...cette militarisation régionale va de pair avec l'accroissement de l'insécurité* ».

Conclusion

À travers cet article, nous avons voulu montrer comment L'État ivoirien, par le biais de la communication, de la diplomatie coercitive et la diplomatie de défense tente de lutter contre la menace djihadiste au-delà de ses frontières et sur son territoire. Les différentes théories convoquées dans cet article, en occurrence la théorie de la dissuasion et la théorie de la confiance envers l'État, nous ont permis respectivement de mieux comprendre les enjeux stratégiques de la communication menée par l'État ivoirien autour de la question du terrorisme, du renforcement du dispositif sécuritaire et des autres moyens coercitifs utilisés, en vue de montrer la capacité de réaction du pays face à la menace, dissuader les djihadistes et inspirer confiance aux citoyens et à l'opinion internationale.

Cependant, comme souligné dans cet article, l'instabilité sous-régionale récurrente, marquée par les coups d'État militaires répétitifs dans les pays voisins (Burkina-Faso, Mali, Guinée), met à mal la stabilité frontalière de la Côte d'Ivoire et les efforts déployés par le

pays sur le plan sécuritaire. La Côte d'Ivoire, face à ces nouveaux défis politiques et sécuritaires, doit nécessairement repenser et réadapter sa stratégie diplomatique et sa politique antiterroriste, en vue de lutter beaucoup plus efficacement contre le djihadisme et contribuer à la stabilité sous-régionale.

Bibliographie

Amou, E. (2021). Les causes socio-économiques du terrorisme et de la violence politique dans les pays de l'UEMOA. *Revue Africaine sur le Terrorisme*, 11(3), 156-174.

Assanvo, W. (2021). Le terrorisme en Côte d'Ivoire ne relève plus seulement d'une menace extérieure. *ISS Today* du 15 juin 2021. Repéré à <https://issafrica.org/fr/iss-today/le-terrorisme-en-cote-divoire-ne-releve-plus-seulement-dune-menace-exterieure#>

Balima, S. (2024). Le retrait des pays de l'AES de la CEDEAO et la construction de la sécurité régionale. *FES PSCC. Note d'Analyse*, 2, 1-6.

Bogmis, A. S. (2023). L'Alliance des États du Sahel (AES), un tournant décisif pour l'Afrique de l'ouest ? *AA* du 29 septembre 2023. Repéré à <https://www.aa.com.tr/fr/monde/l-alliance-des-%C3%A9tats-du-sahel-aes-un-tournant-d%C3%A9cisif-pour-l-afrique-de-l-ouest-/2998753>

Cartigny, C. (1986). Le concept de dissuasion et ses conséquences sur les doctrines stratégiques. *Recherches Internationales*, 21, 77-84.

CEDEAO (2023). Le Conseil de sécurité débat des moyens de renforcer la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel. *Réunion du CS/15365*, du mardi 25 Juillet 2023. Repéré à <https://press.un.org/fr/2023/cs15365.doc.htm>

**Montée de la menace djihadiste en Côte d'Ivoire : l'État
entre communication, diplomatie coercitive et diplomatie de
défense.**

Charillon, F. ; Balzacq, T. et Ramel, F. (2018). *Manuel de diplomatie*. Paris, France : Presse de Sciences Po.

Ciyow Y. (2023). Côte d'Ivoire : Comment Abidjan réussit à contenir la poussée djihadiste au nord du pays ? *Lemonde.fr* du 24 janvier 2023. Repéré à https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/01/24/cote-d-ivoire-comment-abidjan-reussit-a-contenir-la-poussee-djihadiste-au-nord-du-pays_6159147_3212.html.

Conseil Européen et Conseil de l'Union Européenne (2024). *Action de l'UE face au terrorisme*. Repéré à <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/fight-against-terrorism/>

David, C-P. (2013). L'immaculée coercition. C.P David et O. Schmitt (Ed.). *La guerre et la paix. Approches et enjeux de la sécurité et de la stratégie* (p.229-257). Paris, France : Presses de Sciences Po.

52

De Fabiani, H. Z. (2002). Diplomatie de défense et diplomatie préventive vers une nouvelle symbiose entre diplomatie et défense (p.614-629). *Annuaire Français des Relations Internationales*, Vol.3. Bruxelles, Belgique : Bruylant.

De Vries M.S (2005). La confiance et la pratique de la gouvernance parmi les dirigeants locaux. *Revue Internationale des Sciences Administratives*, 2005/3 Vol.71, 429-451.

Djadou, A.A (2021). La diplomatie culturelle face à l'e-réputation de la Côte d'Ivoire à l'aune de la crise postélectorale (novembre 2010-avril 2011). *RISLC*, 15, 218-242

Duhem, V. (2021). Côte d'Ivoire : comment les jihadistes tentent de s'implanter dans le nord. *Jeunaafrique.com* du 20 mai 2021. Repéré à

<https://www.jeuneafrique.com/1174346/politique/cote-divoire-comment-les-jihadistes-tentent-de-simplanter-dans-le-nord/>

Fondation Friedrich-Naumann pour la Liberté (2022). Forum Ouest africain de la Jeunesse. *Dialogue Politique* du 12 décembre 2022. Repéré à <https://www.freiheit.org/fr/cote-divoire/forum-ouest-africain-de-la-jeunesse>

Gabo, Y-C. et Boti-Bi, G. R. (2023). Politique en matière de lutte contre le terrorisme : la contribution de la doctrine de la police de proximité dans le nord de la Côte d'Ivoire. *Revue internationale du chercheur*, 4(4), 369-387.

Gaspard, C. (2019). Recherche documentaire : définition, types, méthodologie et exemple. Repéré à <https://www.scribbr.fr/methodologie/la-recherche-documentaire/>.

Gbadamassi, F. (2022). Le chômage des jeunes nourrit la criminalité et le terrorisme dans plusieurs pays africains. *France Infos* du 14 mars 2022. Repéré à https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/mali/le-chomage-des-jeunes-nourrit-la-criminalite-et-le-terrorisme-dans-plusieurs-pays-africains_4998333.html

Gouvernement de Côte d'Ivoire (2023). Le programme en faveur des jeunes des zones de fragilité du Nord : un dispositif robuste pour faire barrage aux extrémismes. *Portail Officiel du Gouvernement de Côte d'Ivoire* du 28 Août 2023. Repéré à <https://www.gouv.ci/actualitearticle.php?recordID=15642&d=3>

Grimmelikhuijsen, S. et Knies, E. (2017). Validation d'une échelle de la confiance des citoyens dans les organisations gouvernementales. *Revue Internationale des Sciences Administratives*, Vol. 83, 597-615.

**Montée de la menace djihadiste en Côte d'Ivoire : l'État
entre communication, diplomatie coercitive et diplomatie de
défense.**

Hassid, O. et Cusson, M. (2019). Bonne nouvelle : le terrorisme recule. Pourquoi ?. *Le Débat*, 204, 189-192.

Hibbing, J.R., et Theiss-Morse, E. (1995). *Congress as public enemy : public attitudes towards American political institutions*. Cambridge, England : Cambridge University.

Huyghe, F.-B. (2017). L'arme de l'information à l'ère du jihad numérique. Dans E. Letonturier (Dir.). *Guerre, armées et communication* (p.167-184). Paris, France : CNRS Éditions.

Jeune Afrique/AFP (2021). Côte d'Ivoire : trois militaires tués dans une attaque à la frontière du Burkina-Faso. *Jeuneafrique.com* du 13 juin 2021. Repéré à <https://www.jeuneafrique.com/1187692/politique/cote-divoire-trois-militaires-tues-dans-une-attaque-a-la-frontiere-du-burkina-faso/>

54

Kanji, M. et Tannahill, K. (2013). Le malaise des Québécois : la confiance envers les institutions gouvernementales. *Les québécois aux urnes* (p.75-87). Paris, France : Presse Universitaire de Montréal.

Kouwonou, I. (2024). Comment les groupes armés financent leurs activités en Afrique de l'Ouest. *BBC News Afrique* du 22 Août 2024. Repéré à <https://www.bbc.com/afrique/articles/czrgy5pn01do>

Lesur, A. (2024). Sécurité et lutte contre le terrorisme en Europe. *Toute l'Europe.eu* du 11 avril 2024. Repéré à <https://www.touteleurope.eu/societe/securite-et-lutte-contre-le-terrorisme-en-europe/#:~:text=Le%202024%20juillet%202020%2C%20une,coop%C3%A9ration%20avec%20les%20pays%20tiers>.

Marangé, C. et Quessard, M. (2022). *Les Guerres de l'information à l'ère du numérique*. Paris, France : PUF.

Savoie, L-P. (2014). *Faire confiance au gouvernement ? Évaluation des caractéristiques individuelles, étatiques et sociales qui sont liées à la confiance envers le gouvernement* (Mémoire en Sciences politiques). Université de Montréal. Repéré à https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/11086/Savoie_Louis-Philippe_2014_memoire.pdf?sequence=2&isAllowed=y

OCDE (2024). Confiance dans les pouvoirs publics. Repéré à <https://www.oecd.org/fr/topics/sub-issues/trust-in-government.html>

Polichinelle, D. (2023). Lutte antiterroriste : les forces spéciales barricadent le nord ivoirien. *Afrique-Sur7.ci*, du 2 novembre 2023. Repéré à <https://www.afrique-sur7.fr/482991-antiterroriste-forces-speciales-nord>

Polichinelle, D. (2023). Le CROAT, l'arme fatale d'Alassane Ouattara contre les terroristes. *Afrique-sur7.ci* du 2 novembre 2023. Repéré à <https://www.afrique-sur7.fr/482710-croat-arme-ouattara-terroristes>.

Schmitt, O. (2015). La coercition. *Guerre et stratégie* (p.441-459). Paris, France : PUF. Repéré à https://shs.cairn.info/article/PUF_HENRO_2015_01_0441?lang=fr&tab=premieres-lignes

Torreão, A.D.A. et Dendasck, C.V. (2021). Avantages et inconvénients de l'utilisation de la recherche qualitative en droit. *Nucleo Do Conhecimento*, 9(11), 99-111.

Van der Meer, T. et Dekker, P. (2011). Trustworthy States, Trusting Citizens? A Multilevel Study into Objective and Subjective Determinants of Political Trust. *Political Trust: Why Context Matters*. Colchester, England : ECPR Press.

**Montée de la menace djihadiste en Côte d'Ivoire : l'État
entre communication, diplomatie coercitive et diplomatie de
défense.**

Ventre, D. (2010). *Cyberguerre et guerre de l'information :
stratégies, règles, enjeux*. Paris, France : Hermès sciences
publications.